

En Tunisie, Recep Tayyip Erdoğan défend une conception turco-ottomane des relations Etat-religion.

dimanche 18 septembre 2011, par [Jean Marcou](#)

Le scénario égyptien des deux derniers jours vient de se répéter en Tunisie où Recep Tayyip Erdoğan est arrivé, mercredi soir, après un séjour de deux jours en Égypte. Accueilli par une foule enthousiaste, le premier ministre turc a de nouveau condamné la politique suivie par Israël au Moyen-Orient, et réitéré son souhait de ne pas laisser Tel-Aviv faire de la Méditerranée orientale sa chasse gardée, ce qui implique, a-t-il expliqué notamment, une présence accrue de la marine turque dans ce secteur, pour y assurer la liberté de circulation.

Mais les propos les plus saillants du leader de l'AKP ont concerné les transformations politiques des pays de la région dans le cadre du printemps arabe. Faisant la promotion du pluralisme, Recep Tayyip Erdoğan a évoqué les prochaines élections tunisiennes constituintes qui constitueront le premier scrutin populaire depuis le départ de Ben Ali, pour assurer que son pays aurait de bonnes relations avec la Tunisie quel que soit le parti vainqueur, et estimer que l'important était que la volonté du peuple puisse s'exprimer. Dans cet esprit, il a incité les pays arabes en mutation à devenir des Etats laïques : « La Turquie est un Etat démocratique, laïque et social et un Etat de droit. Un Etat laïque est un Etat qui se tient à égal distance de toutes les croyances quelles soient musulmanes, chrétiennes, juives ou athées. », a précisé le leader turc. Cela l'a amené à préciser toutefois que son pays avait sa propre conception de la laïcité, qui est différente de celles qui se sont développées en Europe. Il a expliqué en particulier qu'il fallait distinguer les individus et l'Etat : « Un individu ne peut être séculier, alors que les Etats le sont », a-t-il déclaré avant de conclure « qu'un musulman pieux pouvait parfaitement gouverner un Etat laïque. »

Cette mise au point a fait écho à l'une des seules ombres de son récent tableau de chasse égyptien. Au Caire, les déclarations du premier ministre turc sur la laïcité ont surpris les Frères musulmans et provoqué même des réactions de rejet chez certains de leurs membres ou de leurs sympathisants. Selon Recep Tayyip Erdoğan, cette situation serait le résultat d'un malentendu, découlant de la piètre traduction qui a été faite de ses propos, « laïcité » ayant été notamment traduit par « athéisme ». Mais il est probable que les « Frères » ont eu du mal à comprendre ce politique en costume de ville avec ses lunettes noires, et à admettre qu'il puisse être véritablement l'un des leurs. Pas de problème en revanche pour le leader islamiste tunisien Rached Ghannouchi, qui n'a cessé de dire son admiration pour ce premier ministre qui l'a apparemment convaincu, à partir de l'expérience turque, qu'on pouvait être favorable à un Etat laïque mariant islam et démocratie, lorsqu'il a déclaré : « La Tunisie va prouver au monde entier que l'islam et démocratie sont compatibles. Turquie, pays à 99% musulman, y parvient aisément... »

Reste à comprendre pourquoi le leader turc a eu ce souci de défendre une laïcité de l'Etat à la turca plutôt que de faire la promotion d'un Etat musulman modéré, en dépit des mouvements d'humeurs que cela est susceptible de provoquer dans des pays arabes où le sujet est particulièrement glissant. Cette posture n'est pourtant qu'une demi-surprise. Dès son arrivée au pouvoir, l'AKP a souvent affirmé vouloir promouvoir une vraie laïcité, en opposant celle-ci à un laïcisme hérité du kémalisme qui serait surtout nationaliste et autoritaire. Au cours des dernières années, lors de leurs déplacements dans des pays musulmans (Pakistan, Azerbaïdjan en particulier) ou à fortes communautés musulmanes (Russie, Inde...), les dirigeants turcs ont souvent fait la promotion de leur système d'organisation des relations Etat-religion, basé notamment sur un encadrement étroit de la religion sunnite, hérité du Califat ottoman et maintenu en vigueur par la République en 1924, par l'intermédiaire de la fameuse DIB (Diyanet İşleri Başkanlığı), la

direction des affaires religieuses, qui encadre en Turquie l'exercice de la religion majoritaire sunnite hanéfite. Plus que kémaliste, cette vision du statut de la religion musulmane est d'essence ottomane, elle ne se traduit pas notamment par l'application pure et simple de la Charia, mais estime nécessaire l'existence d'un droit séculier. Elle rejette les conceptions d'un Etat islamique contrôlé ou influencé par des religieux jouant directement un rôle politique.

Il est probable que la Tunisie, dont on connaît la spécificité des rapports hommes-femmes et l'attachement à une forme de sécularisation, était plus prête que l'Egypte à entendre un tel discours. Il faut voir maintenant comment le leader de l'AKP évoquera la question en Libye, un pays dont le Conseil National de Transition (CNT) vient certes de mettre l'accent sur la modération de sa conception de l'islam, mais sans nier la nécessité d'appliquer pourtant une loi d'essence religieuse.

Sources

Article original publié sur le site de l'OVIPoT le 16 septembre 2011 sous le titre : [En Tunisie, Recep Tayyip Erdoğan défend une conception turco-ottomane des relations Etat-religion.](#)